

Macron vend la France par la dette



[Source : bvoltaire.fr]

Par Éric Letty

Rassurez-vous, Français, tout va bien dans la meilleure Macronie. « *Tout en continuant de baisser la fiscalité, l'État investit dans l'avenir : la transition écologique, nos services publics et notre souveraineté nationale* », affirme un sous-titre de l'exposé des motifs du projet de loi de finances (PLF) pour 2024. Moyennant quoi, ledit PLF prévoit un besoin de financement de quelque 300 milliards d'euros et, pour y répondre, le gouvernement va lancer 285 milliards d'euros d'emprunts, qui s'ajouteront aux 3 000 milliards de dette publique enregistrés à la fin du deuxième trimestre 2023 (3 046,9 milliards d'euros, selon l'INSEE). Au troisième trimestre 2017, juste après l'entrée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, la dette des administrations publiques s'élevait à 2 218,4 milliards d'euros. Autrement dit, en moins de sept ans, l'ancien associé gérant de la banque Rothschild aura accru l'endettement de la France de plus de 1 000 milliards d'euros.

Or, l'État paye à ses créanciers des intérêts, qui deviennent de plus en plus importants lorsque les taux augmentent, comme aujourd'hui. Cette charge de la dette s'élève, dans le PLF 2024, à 52,2 milliards d'euros. On donnera une idée de son importance en précisant qu'elle est supérieure aux budgets consacrés à la Défense (47,2 milliards d'euros), à la Recherche et l'Enseignement supérieur (31,6 milliards) et cinq fois plus importante que le budget de la Justice (10,1 milliards) ! Or, en raison de la hausse des taux d'intérêt, il est prévu que ces intérêts de la dette augmentent rapidement, jusqu'à atteindre 61 milliards d'euros en 2026.

Cet endettement public a d'énormes conséquences sur la souveraineté nationale, puisqu'il nous met à la merci d'un relèvement des taux d'emprunt par les banquiers et financiers internationaux – en somme, nos créanciers. Une augmentation brutale des taux aurait évidemment des répercussions douloureuses sur l'économie nationale et le niveau de vie des Français. En 2022, la question des conséquences économiques d'une victoire de Marine Le Pen au deuxième tour avait été posée dans la presse économique ; et l'on peut se demander, en effet, qu'elle aurait été la marge de manœuvre de la présidente du Rassemblement national si elle avait été soumise à un chantage à la remontée des taux.

On reproche parfois au Premier ministre italien Giorgia Meloni d'avoir renoncé à appliquer une partie de son programme. Mais les critiques savent-ils que l'Italie a connu la plus forte inflation de la zone euro, atteignant 8,7 % en 2022 ? La dette publique italienne atteignait 150 % du PIB, à la fin de l'année 2021, et les taux d'intérêt avaient commencé à grimper avant même la victoire électorale de la présidente de Fratelli d'Italia...

L'objection qui consiste à dire qu'il suffirait de faire défaut et de refuser de rembourser la dette n'est pas réaliste. On ne se met pas en faillite sans conséquences, comme le constatent les Argentins, qui doivent faire face à une inflation de 115 % sur un an. Depuis des décennies, la France vit sous perfusion. Sans crédits, alors que l'État se complaît dans le déficit budgétaire depuis la présidence de Giscard d'Estaing, avec quoi payer aujourd'hui les traitements des fonctionnaires, les pensions des retraités, les allocations des chômeurs, la paix sociale dans les banlieues ? Il ne suffit pas à un captif de souhaiter se libérer de ses liens pour retrouver sa liberté.

L'énorme poids de la dette menace gravement l'indépendance et la souveraineté nationales et a une forte incidence sur la vie démocratique, expression théorique de la souveraineté du peuple – et paravent commode pour nos gouvernants. En effet, plus la dette grossit, plus la possibilité d'un changement de paradigme politique et économique diminue. De ce point de vue, l'endettement fait le jeu d'Emmanuel Macron, dont le gouvernement continue à dépenser un « *pognon de dingue* », soutiré aux contribuables sous forme d'impôts présents ou à venir – sans parler de la flambée de l'inflation qui en résultera.

Pour l'instant, Macron joue sur du velours et sait que l'importance même de la dette française le protège. « *Too big to fail* » : trop gros pour faire faillite ; une faillite française présenterait de gros inconvénients aussi pour le système économique mondialisé, dans lequel le Président français est bien intégré. Mais les Français le paieront cher dans les prochaines années.